



«Les pensées de la classe dominante sont aussi, les pensées dominantes » K. Marx

# le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

Fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Mai  
Juin

2014 - N°45

1€

## Edition spéciale Élections 2014

**L'invité du DR :**

**Roland Nyns**

**Candidat communiste au  
parlement bruxellois**

**Elections 2014**

**Avec des témoignages de nos  
candidats à Charleroi, Bruxelles,  
Liège, La Louvière...**

**Thierry Verhoeven**

**Travailleurs détachés et non-  
marchands**

**Sfia Bouarfa**

**50 ans d'immigration marocaine**

**Appel pressant du Parti  
communiste d'Ukraine**

**Paul Marcus**

**Le faucille et le pinceau de Roger  
Somville**

**La chronique cinéma de Robert  
Waeles**



## Editorial

### Un début de printemps belge ?

L'esquisse d'un spectre hante la Belgique. D'où cette nervosité de la droite conservatrice occupée à lancer tous azimuts des campagnes malveillantes pour discréditer les listes PTB-GO. Elle ne fait, en somme, que réagir tout naturellement aux nombreux indices annonçant que cette fois de larges segments de la population prennent conscience que, oui, une alternative aux politiques antipopulaires au service du patronat et des grandes banques existe. A ces politiques qui ne font qu'organiser le transfert des revenus et de l'épargne, combien modestes, des travailleurs vers les rentes et les dividendes de l'oligarchie financière

Oui, une large partie de la population commence à se dire qu'il est peut-être grand temps d'en finir avec cette docilité, qui n'a que trop duré, des élus socialistes et écolos vis-à-vis des politiques des grands patrons d'ici et d'ailleurs. De cet « ailleurs » qui, depuis les salons du FMI, de la Commission et de la BCE, la tristement célèbre « troïka », décide les grandes lignes des politiques européennes et nous impose des fermetures d'usines, des privatisations des services publics, des projets de liquidation de l'index et d'autres acquis sociaux. Et qui nous impose des comportements de soumission vis-à-vis des aventures militaires de la Maison Blanche, de l'Otan et de l'UE, destinées à en finir avec tout État pas assez soumis aux diktats des puissances de l'argent.

C'est pourquoi, parce que l'espoir d'un grand changement commence à se dessiner dans la vie politique du pays,

nous, communistes, avons décidé de nous associer à ce projet d'unité de gauche radicale concrétisé par l'initiative PTB-GO et ses programmes. Certes, nous gardons nos spécificités. Certes, nous continuons bien clairement à défendre la laïcité dans un monde où l'obscurantisme est chaque jour plus menaçant.

Certes, nous disons qu'il ne suffit pas de nous limiter à critiquer les comportements de l'Union européenne, mais de passer aux actes avec des propositions bien plus conséquentes et concrètes. S'interroger, par exemple, sur le statut de l'euro comme monnaie unique et songer à sa transformation en monnaie commune afin de récupérer en faveur des peuples la souveraineté des politiques monétaires. Sujets de débats, entre autres, qui ne doivent plus être tabous mais qui ne doivent surtout pas remettre en cause notre soutien clair au beau projet unitaire du PTB-GO ! ■



## Roland Nyns: Candidat communiste au parlement bruxellois

Linguiste de formation, Roland Nyns a travaillé comme enseignant dans le secondaire, en promotion sociale et à l'université. Il a fréquenté aussi le secteur privé pour avoir travaillé dans la banque et l'informatique. Il fut tête de liste du Front des Gauches-Bruxelles en 2009. Maintenant, il est le candidat le mieux placé du Parti communiste (7ème effectif) sur la listes PTB-GO pour le Parlement bruxellois et, vu le bon accueil que rencontre cette initiative, il n'est pas impossible qu'il puisse se faire élire, à condition que nous concentrons le maximum de voix sur sa personne. Dans ce cadre, Roland a accepté de s'ouvrir à nos lecteurs, nous donnant les raisons de son engagement, des propositions de campagne et son avis sur le rôle que jouerait un élu du PC.

**Le Drapeau Rouge.-** Raconte-nous, comment es-tu devenu militant à gauche, au Parti Communiste ?

**Roland Nyns.-** Dans les années septante les bombardements sur Vietnam ont éveillé ma conscience politique. Alors, la question ne se posait pas à moi en termes de gauche ou droite, mais en termes d'humanité. L'aviation américaine déversait des tapis de bombes sur des paysans sans défense, détruisant irrémédiablement des terres agricoles et des forêts. Il fallait arrêter cela et j'ai participé à plusieurs manifestations, mais sans avoir conscience de participer à un combat "anti-impérialiste" ou à des enjeux de classe. Puis, il y a eu le Chili où un grand espoir est né lorsqu'un



gouvernement socialiste est arrivé au pouvoir par des élections démocratiques. Et voilà que, le 11 septembre 1973, l'armée prend le pouvoir et étouffe cet espoir dans le sang avec l'appui des Etats-Unis. A ce moment-là, j'ai compris que marcher derrière des calicots n'était pas suffisant. Je me suis engagé dans un comité de soutien au Chili où les communistes y étaient les plus sérieux et c'est ainsi que je me suis rapproché d'eux. Comme j'étudiais en RFA, c'est donc au DKP, Parti Communiste allemand, que j'ai adhéré et que j'ai orienté mon intérêt sur des questions plus locales : les luttes syndicales, les enjeux écologiques, les discriminations contre les femmes.

**Le DR.-** Et après tes études ?

**R.N.-** Eh bien, comme tous les jeunes, je me suis inscrit au chômage. Mais c'était moins dur que maintenant et j'ai donc été rapidement intérimaire dans l'enseignement, à Molenbeek. Je m'entendais très bien avec mes élèves, souvent enfants d'immigrés, mais j'avais du mal à les motiver ; ils ressentaient déjà la discrimination à l'emploi. J'ai aussi enseigné à des adultes, en "promotion sociale". Là, j'ai rencontré des gens de tous les milieux et c'est plutôt moi qui ai appris de mes élèves.

**Le DR.-** Mais tu as aussi travaillé en Afrique ?

**R.N.-** Oui, j'ai participé à un projet d'Oxfam et du CNCD dans l'enseignement en Angola. Le pays était en guerre et les écoles étaient souvent la cible des rebelles de l'UNITA (financée par la CIA et soutenue par Mobutu). Mon premier jour de travail, un collègue angolais a archivé un classeur en me disant, "voilà, cette école n'existe plus ; elle a été détruite le jour de ton arrivée !" Tout ceci contrastait avec la soif d'apprendre des Angolais après des années de colonialisme obscurantiste. Et puis, il y avait des coopérants de toutes les nationalités parmi lesquels les Cubains, très dévoués à leur travail. Ce sont eux qui enseignaient souvent dans les endroits les plus exposés.

Revenir en Belgique fut pour moi un choc. Là-bas, il manquait d'eau, et d'électricité. Un jour, déjà de retour, j'ai pris une chambre dans un hôtel du village et le concierge m'a regardé comme un martien lorsque je lui ai demandé à quelle heure je pourrais avoir de l'eau. Chez nous, les gens se plaignent parce qu'il pleut ou parce que le tram est en retard et qu'il n'y a que 36 sortes de fromage dans la grande surface du coin. Tout ceci me fit réfléchir à nos injustes privilèges et à la société dans laquelle nous vivons.

**Le DR.-** Après toutes ces années, comment vois-tu la situation de la gauche radicale face aux défis du monde d'aujourd'hui ?



**R.N.-** D'abord, je n'aime pas l'expression "gauche radicale" ; je suis de gauche, de gauche marxiste, c'est tout. L'effondrement de l'Union soviétique a eu de très nombreuses conséquences chez nous parce qu'elle était la colonne vertébrale du "socialisme réel", la preuve d'une alternative tangible au capitalisme. Avec sa disparition, un sérieux doute s'est installé à ce propos. Regarde le mouvement des indignés : face aux dérives brutales du capitalisme, à la régression sociale qu'il impose aux peuples, de nombreux jeunes et chômeurs se sont révoltés à juste titre, mais sans pouvoir penser une alternative et donc sans perspective. Le "socialisme réel" suggérait qu'il y avait une alternative, malgré tous ses défauts et ses insuffisances. L'effondrement de l'URSS a aussi révélé à de nombreux militants communistes qu'ils avaient été trompés sur la réalité politique de ce pays. Les atteintes aux libertés et la répression ont été révélées au grand jour. Cela a constitué un véritable choc pour nos militants, la cause pour certains d'une rupture idéologique avec le marxisme qui les a conduit à rejoindre les écolos ou le PS, et d'autres se sont retirés dans un cynisme stérile. C'est ainsi qu'après avoir été à un doigt de disparaître, le PC se relance aujourd'hui. La disparition du bloc de l'Est mettait fin à la guerre froide et de nombreux militants y voyaient un aspect positif. Plus de guerre, plus de folle course à l'armement, nous allions récolter les "dividendes de la paix". Sauf que les dividendes, ce sont toujours les capitalistes qui les encaissent, jamais les peuples. Regarde le chantage actuel sur le remplacement des avions de l'armée belge.

**Le DR.-** Pourtant, le projet PTB-Gauche d'Ouverture a émergé. Avec quelles perspectives ?

**R.N.-** Là aussi je pense que l'effondrement du socialisme réel a eu des conséquences. Il est devenu possible de dialoguer avec nos camarades trotskistes sur les déformations stalinienne et d'analyser ensemble les causes de la faillite des pays de l'Est. Nous n'étions plus non plus les partisans d'une Union Soviétique opposée à la Chine "socialiste" dont se revendiquaient nos camarades du PTB. Je peux me tromper, mais je pense

qu'eux aussi ont tiré des conséquences de ces changements et qu'ils ont commencé à analyser la situation mondiale, dont celle de la Chine, de manière plus critique. En tout cas, ils sont très ouverts à la discussion. Tout cela a rendu possible la constitution d'une large alliance de la gauche marxiste autour du PTB pour ces prochaines élections. Ce n'est pas encore parfait, dans la mesure où des composantes de la gauche, dont le PSL, ou le Parti Humaniste n'y participent pas, mais c'est un grand pas en avant, qu'il conviendra d'étendre à l'avenir. Le journal Le Soir a récemment consacré 5 pages à cette initiative en évitant soigneusement de traiter l'aspect de rassemblement de la gauche autour de la liste PTB-GO; la seule critique était en réalité une attaque contre le marxisme en laissant entendre que cette idéologie est dépassée.

**Le DR.-** Et quelle est ta réponse ?

**R.N.-** Le marxisme, c'est un courant de pensée inspiré des écrits de Marx. Celui-ci a démontré que la source du profit venait du travail des ouvriers qui ne leur était pas payé. Les revendications des patrons autour du "coût du travail" témoignent de l'actualité de cette analyse. Marx dévoile aussi le mécanisme des crises dans une économie capitaliste. Poussés par la soif du profit, ils produisent le plus possible afin d'empocher cette part de travail non payée. Cela explique le refus de réduire le temps de travail. Mais le marché est limité par le fait même de la faiblesse de la demande provoquée par la dégression des salaires, ce qui conduit à une surproduction, à la fermeture d'entreprises et au chômage. Marx tira les conséquences de ce constat. Il ne se contenta pas "d'interpréter le monde, mais de le transformer". D'après lui, la classe ouvrière doit prendre son destin en main et se rendre propriétaire des moyens de production si elle ne veut plus être spoliée. Il énonce cela très clairement "ce qui est propre au communisme n'est pas l'abolition de la propriété, mais l'abolition de la propriété bourgeoise", celle qui sert à s'approprier le travail des salariés. Les petits entrepreneurs doivent-ils avoir peur pour ce qu'ils ont gagné avec leur travail? Non, ils ne doivent pas craindre le spectre du communisme, mais bien celui du grand capital dont ils sont dépendants et par lequel ils sont exploités au même

titre que les salariés. Combien de petits entrepreneurs ont dû mettre la clé sous la porte lorsque Mittal a fermé Arcelor ? La propriété privée n'est pas mise en danger par les marxistes, mais bien par les grands trusts, les fonds de pensions, les banques, comme peuvent en témoigner des milliers de ménages américains qui ont tout perdu grâce à la banque Lehman Brothers. Nos petits commerçants sont menacés par les grandes surfaces qui attirent tous les clients. Nous ne pensons pas "nationaliser" leur gagne-pain. Donc, oui, la lutte des classes existe toujours. D'une part, les travailleurs d'Arcelor, de Ford Genk, de Fortis, ceux de VW... pardon, Audi-Forest, les employés de la défunte Sabena ; d'autre part, l'autre classe, celle des Mittal, Frère, Boël et Bernard Arnault qui ferment et déplacent leurs entreprises pour maximiser leurs profits. Non, cette lutte des classes n'est pas une invention marxiste. Elle s'exprime dans notre société, pas seulement avec des grèves, mais surtout par les attaques du patronat contre nos salaires, nos droits et les privatisations des services publics, etc.

**Le DR.-** Quid de la spécificité du Parti communiste et de ses positions politiques dans le contexte du projet PTB-GO ?

**R.N.-** Il importe que notre alliance avec le PTB et les autres soit forte, honnête et confiante ; donc, plutôt que les spécificités des uns et des autres, il faut mettre en avant les points communs. Cela ne veut toutefois pas dire s'effacer. Nous sommes, par exemple, des défenseurs résolus de la laïcité. Nous nous battons pour que ce principe soit respecté dans la région bruxelloise et en particulier dans son enseignement. Nous sommes respectueux des droits individuels, y compris de la liberté de conscience et de croyance. Mais les croyants doivent aussi respecter les convictions des non-croyants et les institutions laïques. Nous sommes contre les manifestations des religions qui portent en elles la ségrégation. Dans les institutions de l'Etat, que ce soit dans les administrations, dans les hôpitaux publics ou dans les écoles, les signes d'appartenance religieuse ne sont pas à leur place, cela vaut tant pour la kippa que pour le foulard "islamique". À ce sujet, les autorités doivent assumer leurs responsabilités. Ce n'est pas aux





directions d'établissements de prendre les décisions. Nous avons également une position très claire concernant la burqa. Chez soi, dans les lieux privés, chacun s'habille comme il le désire. Mais, la burqa c'est autre chose, c'est un enfermement inadmissible de la femme, un retour au moyen-âge qui ne peut être toléré. C'est pourquoi nous nous battons pour que la laïcité soit défendue aussi au sein des institutions européennes dont certains voudraient faire un bastion de la chrétienté.

Je suis né à Bruxelles, mais j'ai été à l'école en Angleterre, étudié en Allemagne et enseigné en France. L'Europe, je l'ai donc vécue et je crois être un Européen convaincu. Mais ce n'est pas l'Europe que nous construisent ces messieurs de la Commission ! Nous voulons une Europe démocratique, dont le parlement dispose de droits réels lui permettant de demander des comptes à la Commission, car ses membres n'ont été élus par personne. Et cela doit changer ! Nous voulons une Europe sociale avec nivellement vers le haut. Alors qu'elle impose aux pays membres des règles budgétaires visant soi-disant à une harmonisation, les lois sociales sont le cadet de ses soucis. Pire, au nom de ces règles "saines", les pays ayant des mécanismes sociaux, tels l'indexation des salaires et le droit aux allocations de chômage en Belgique, sont sommés de les réformer. Ces mécanismes permettent de limiter la concurrence sur le dos des travailleurs et représentent une exigence de justice sociale incontournable.

L'Europe doit être européenne, c'est-à-dire non atlantiste. Aujourd'hui, la Commission, sous prétexte d'"ingérence humanitaire", se rend coupable d'aventures guerrières dont les motivations économiques sont évidentes. Qui, à part les industriels de l'armement,

en profitent ? En plus, la Commission mène aujourd'hui des négociations avec les USA pour la réalisation d'un accord de partenariat. Il prévoit que les législations en vigueur des deux côtés de l'Atlantique se plient aux normes du libre-échange établies par les grandes entreprises sous peine de sanctions. Si cet accord devait aboutir, les privilèges des multinationales prendraient force de loi et pour les modifier il faudrait l'unanimité des pays signataires. Ainsi, il pourrait y avoir des procès pour hausse du salaire minimum ou des condamnations, sur le modèle des deux milliards d'euros que l'Equateur a dû verser à une société pétrolière. Bref, toute législation qui dérangerait les multinationales ferait l'objet de procès. Laisser passer cet accord, cela veut dire oublier tout projet de construction européenne de progrès.

**Le DR.-** Comment voyez-vous votre engagement pour Bruxelles ?

**R.N.-** Bruxelles est une ville agréable où il fait bon vivre. Je pense qu'une des grandes richesses de notre ville est qu'elle est multiculturelle. Administrativement et politiquement, Bruxelles est bilingue, mais dans la rue, sur ses marchés, on n'entend pas que le français et le néerlandais. Dans mon quartier, l'épicier est d'origine marocaine, la fleuriste est vietnamienne, le pharmacien est néerlandophone, il y a un restaurant grec, un snack turc en face, les meilleures pizzas de Bruxelles à 200 mètres, des magasins polonais et ukrainiens, et un boucher hongrois. C'est magnifique. Cette multi-culturalité est une des richesses de notre ville et nous devons la préserver en étant accueillants envers ces nouveaux Belges et citoyens de passage tout en évitant la ghettoïsation. Elle se produit parfois plus ou moins naturellement, comme à

Matonge ou dans certains quartiers de Molenbeek et de Schaerbeek, mais nous pouvons l'éviter avec une meilleure politique d'accueil et de logement.

Bruxelles connaît les mêmes problèmes que toutes les grandes villes, et le logement en fait partie. Il y a pénurie, ce qui entraîne des loyers excessifs et le refoulement de certaines catégories de citoyens dans des quartiers dont l'habitat est plus précaire. Parmi ceux-ci, de nombreux immigrés et sans-papiers, ce qui crée les ghettos. L'Etat, la Région et les communes devraient construire plus de logements, et parmi ceux-ci, prioritairement des logements sociaux. Actuellement, plus de 40.000 ménages sont en attente d'un logement social alors qu'il y a plus de 20.000 logements vides. Nous pensons qu'il faut qu'une loi soit votée imposant 15 % de logement social dans la région et dans chaque commune et que ce plan soit réalisé en 5 ans. Il est possible de le financer et ce plan générerait des milliers d'emplois, diminuant le taux de chômage. Bruxelles est la ville la plus embouteillée d'Europe mais aucun effort réel n'est consenti pour rendre les transports en commun plus accessibles ; au contraire les tarifs ne cessent d'augmenter. C'est pourquoi, avec nos alliés, nous proposons un plan d'urgence pour Bruxelles. Il faut mener une politique à l'inverse de celle que mène la majorité depuis 25 ans. Ce ne sont malheureusement pas les seuls problèmes de notre région, et vous pourrez compter sur moi pour élever la voix contre la pauvreté croissante, la pollution, l'insécurité et le chômage que subissent les habitants de Bruxelles. ■

Propos recueillis par Vladimir Caller.

**Vous êtes intéressé par l'histoire du communisme en Belgique? Vous avez des archives relatives au mouvement ouvrier et ne savez qu'en faire?**

**Les ARCHIVES COMMUNISTES (CARCoB asbl)**  
sont là pour vous répondre

Depuis 1996, le CARCoB accueille chercheurs, étudiants ou passionnés et leur ouvre ses 2kms de collections

Contactez-nous :

**CARCoB**, 33, r. de la caserne,  
B-1000 Bruxelles  
Tél : 02 513 61 99  
carcob@skynet.be  
<http://www.carcob.eu>

heures d'ouverture (sur rendez-vous):  
du lundi au vendredi, de 10 à 16 heures.

# Les raisons de mon engagement

Stéphane Mansy

**L**e Parti Communiste s'inscrit dans le GO de PTB-GO pour une gauche d'ouverture combative, authentique, résolument humaniste et anticapitaliste. Nous souhaitons peser concrètement et efficacement dans cette campagne électorale, afin de pouvoir réaliser notre objectif N°1 c'est-à-dire, envoyer des élu-e-s dans les différentes enceintes parlementaires, dans le but d'entendre enfin des voix de la vraie gauche. Oui, entendre d'autres voix que celles de l'abdication face à la marchandisation de l'économie, aux privatisations, aux injonctions néolibérales imposées par la commission européenne, aux discours patronaux corollaires aux revendications formulées par la FEB, à l'accentuation des discours sécuritaires et à une droitisation inquiétante des valeurs. Nos propositions sont nombreuses pour impulser l'alternative à gauche mais je vais m'attarder ici sur quelques priorités politiques particulièrement importantes et qui sont chères aux communistes pour le scrutin du 25 mai prochain...

## Se battre contre un traité indigne

En effet, les partis gouvernementaux traditionnels ont accepté de ratifier le fameux (TSCG) Traité européen de Stabilité et de Convergence et ce, quasiment sans débats et sans avoir informé ni consulté la population. Il s'agit là d'une grave faute politique car, désormais, ce traité oblige l'État belge et les entités fédérées à adopter une politique d'austérité permanente censée venir à bout de la crise économique mais qui va surtout paupériser encore plus l'ensemble des travailleurs et des allocataires sociaux, tout en asséchant les finances publiques et précarisant les services inhérents à la collectivité. L'ensemble des politiques publiques seront indéniablement affectées mais le secteur de l'éducation, du culturel et celui du social dans leur ensemble seront impactés en 1ère ligne par cette politique du pire. Cela va impliquer une limitation drastique des subventions nécessaires au fonctionnement de ces activités pourtant

essentielles que sont : la culture, la créativité, l'enseignement, l'éducation permanente, l'associatif et aussi, l'accompagnement social, psychosocial et pluridisciplinaire des enfants en bas-âge, des jeunes enfants, des ados, des adultes fragilisés par les effets néfastes de la crise économique, des plus démunis, des primo-arrivants, des personnes en resocialisation ou en alphabétisation, des personnes déficientes mentales et handicapées, ainsi que l'accompagnement socio-sanitaire des aînés.

L'urgence est là, les besoins sont criants en termes humains, structurels, pédagogiques et infrastructurels. Nous refusons - avec force et ténacité - cette lente agonie de ces secteurs et nous voulons, au contraire, étendre leur présence et renforcer ces politiques publiques, en rehaussant les budgets qu'ont réellement besoin les secteurs de l'enseignement, du monde culturel et artistique, des Centres d'Expression et de Créativité, des Maisons de Jeunes, du monde associatif, des ONG et du non-marchand dans sa globalité et sa riche diversité. Nous avons des solutions socio-économiques et fiscales pour pallier ces besoins, comme par exemple : l'instauration effective d'une taxe des millionnaires, une fiscalité plus juste en revoyant complètement le système actuel et les tranches d'imposition, combattre efficacement la fraude fiscale en mettant fin à l'amnistie d'inspiration libérale et surtout, aux intérêts notionnels ! Ces quelques mesures phares peuvent, à elles seules, ramener à l'Etat plusieurs milliards d'euros par an, que nous nous empresserons d'affecter intelligemment aux manques socio-structurels des services publics et, plus précisément, aux secteurs prioritaires évoqués précédemment. Toutefois, dans un souci de justice sociale et de bien-être des travailleurs, nous souhaitons également l'instauration d'une diminution du temps de travail à 32 heures/semaine, sans perte de salaire et avec embauche compensatoire, qui, outre les bienfaits réels et facilement perceptibles pour



combattre la pénibilité de certaines fonctions professionnelles, permettra d'aménager idéalement le travail de chacun et les fins de carrière, tout en diminuant ce fléau endémique qu'est le chômage ! Cela favorisera aussi le temps disponible pour les loisirs, le sport pour tous, les découvertes naturelles et patrimoniales, tout en trouvant le temps nécessaire pour jouir des arts et de la culture.

## Pour une société où la culture ferait partie de son épanouissement

Oui, le communiste que je suis pense avec conviction que des moments de détente sont indispensables au bien-être et à l'équilibre psychologique de chaque individu et de leur famille, plutôt que de courir sans cesse et s'épuiser moralement dans un système aliénant, compétitif et concurrentiel. Pour nous, la routine capitaliste du « Métro-Boulot-Caveau », ce sera sans nous ! En outre, n'oublions pas non plus que l'un des chantiers majeurs de la prochaine législature au niveau fédéral sera la mise en œuvre de la sixième réforme de l'État. Cette réforme renforce encore les prérogatives régionales qui contribueront, nous l'espérons, de manière décisive, au financement de la culture, de l'enseignement et du non-marchand et à son développement par le biais de politiques économiques et de l'emploi. Dans ce contexte d'hyper régionalisation des compétences, on peut craindre - avec raison - pour les besoins budgétaires et

*suite à la page 9*

# Un manneke rouge à Bruxelles ?

Paul Marcus

**A** l'heure où nous bouclons ce journal un nouveau sondage vient d'être publié par La Libre Belgique : il confirme des prévisions encourageantes (7.2 % des intentions de vote) pour nos couleurs (PTB\*PVDA- Gauche d'Ouverture) en région bruxelloise. Mais comme dit l'adage : « il y a les sondages et puis les résultats ». En effet, outre un renforcement notable d'une gauche radicale, l'enjeu pour le PC est de faire élire notre camarade Roland Nyns (7ème à la Région - liste 17). Avec lui, ce serait l'irruption, pour la première fois, d'un élu communiste au parlement bruxellois.

Pour y arriver, il faudrait que les électeurs bruxellois soient convaincus que les problèmes et les solutions que nous mettons en avant sont les leurs. Ces sondages indiquent que de nombreux Bruxellois ne partagent plus l'avis de la majorité en place (PS-CDH-Ecolo) et considèrent que le gouvernement régional ne rencontre pas leurs soucis. Vivre à Bruxelles, c'est d'abord pouvoir y habiter convenablement. Or, hélas, en matière de logement, le fossé entre les populations pauvres et riches est flagrant dans cette ville.

Dans notre premier tract, distribué lors de la « marche pour un plan d'urgence social » du 26 avril notre camarade Roland Nyns a présenté la proposition du PC de projet de loi régionale fixant un seuil minimum de 20 % de logements sociaux, tant à l'échelle de la Région que des communes. Le débat sur ce seuil minimum n'est pas neuf à Bruxelles. Deux majorités gouvernementales ont évoqué le sujet pendant une dizaine d'années. Mais, comme Sœur Anne, les Bruxellois(e)s n'ont rien vu venir. D'année en année, le nombre de logements sociaux n'a quasiment pas augmenté. Tout au plus de 940 unités depuis 2005, date à laquelle le gouvernement PS-CDH de l'époque proposait un plan de construction « d'urgence » de 3500 nouveaux logements sociaux.

Pendant ce temps là, le nombre de demandeurs inscrits sur les listes d'accès à ces logements a explosé. Il dépasse maintenant les 40.000 ménages. Ce sont des demandeurs, certes, mais ce sont d'abord des ayants droit. Et, ce sont ces droits que le PC entend défendre en faisant cette proposition. Nous souhaitons bien sûr qu'elle soit soutenue par les élus de la liste PTB\*PVDA-GO au lendemain du 25 mai. Par ailleurs, la mise en œuvre de la construction et de la rénovation des milliers de logements sociaux nécessaires afin d'atteindre le seuil des 20 % mentionné ci-dessus créerait des nombreux emplois.

Comme le disait José Garcia, président du Syndicat des locataires (voir le DR précédent), Bruxelles, c'est aussi 20.000 immeubles inoccupés. Et là aussi, la majorité sortante a fait une démonstration d'immobilisme en n'utilisant pas la législation qui autorise leur réquisition. Enfin, il y a le refus, par cette même majorité du projet de loi de taxation progressive des loyers et sa complaisance face aux augmentations de ceux-ci. Pourtant, une révision cadastrale (impôt qui n'a plus été revu depuis 1980 alors que cette révision est prévue de manière quinquennale) ferait pression sur ces grands propriétaires immobiliers qui paient des impôts dérisoires. Et pour pouvoir entreprendre cette révision correctement, il est indispensable d'augmenter le nombre de fonctionnaires censés assumer cette tâche. Car pour le moment ce personnel est dérisoire, preuve encore de la volonté d'immobilisme des partis au

gouvernement.

Sortir les gens de la crise et de la pauvreté (plus d'un tiers des Bruxellois vit sous le seuil de pauvreté), c'est leur permettre l'accès au logement et leur donner un travail. Bruxelles détient la palme avec plus de 20 % de chômeurs, dont une majorité de jeunes. On ne sortira pas de cette situation sans un vaste plan de création d'emplois et non pas par les mesures antisociales de Di Rupo visant à instaurer la dégressivité des allocations et l'envoi au CPAS des chômeurs de longue durée. Réaliser l'inventaire des besoins de notre Région et créer, via des financements publics, les emplois nécessaires pour remplir ces besoins est un objectif à la portée de nos dirigeants parce que les moyens existent. Trop de gens se sont installés à Bruxelles pour éluder l'impôt, les spéculateurs immobiliers font de même, les sociétés (telle la KB) paient moins d'impôts sur leurs bénéfices que l'ensemble de leur personnel. Ça suffit ! Il est temps que ces messieurs s'acquittent de leurs obligations.

Evidemment, il nous faudra lutter contre la volonté de la Commission européenne qui viendra avec ses règles budgétaires et autres directives. Elles affectent non seulement le fonctionnement fédéral, mais également celui des régions et des communes.

Se battre contre le chômage massif dans notre région ne peut pas se faire sans que l'enseignement ne soit en première ligne. Il est anormal que nous ayons un

suite en page 9

*« En fait de totalitarisme, celui de l'argent se mesure aujourd'hui dans toute sa violence et sa démesure. Il 'est que de considérer la destruction systématique de Bruxelles, cette agression permanente contre le charme d'une ville pour y substituer des constructions issues du cauchemar technocratique » Roger Somville, « Peindre », Editions Luce Wilquin, 1998*



# A Charleroi, où tout avait commencé

François D'Agostino

**A** Charleroi, et dans le Hainaut en général, le Parti Communiste sera bien présent sur les listes « PTB-Go ! » ce 25 mai. Charleroi, ville symbolique s'il en est, dans l'histoire sociale de la Wallonie, qu'elle soit récente ou plus lointaine.

Charleroi, c'est surtout la ville où la régionale de la FGTB a lancé cette grande dynamique de rassemblement de la gauche de combat, qui n'est pas pour rien dans la participation du Parti Communiste à la liste PTB-Go !

Malheureusement, Charleroi et sa région, c'est également les fermetures d'entreprises, les restructurations, les délocalisations. Pas neuf, tout ça, me direz-vous, mais ces derniers temps, les drames sociaux se sont enchaînés : Caterpillar, AGC Roux, et j'en passe. Cela montre la nécessité d'une gauche de combat forte, capable de porter les revendications du monde du travail dans les assemblées parlementaires, aussi bien au niveau fédéral, régional ou européen.

Dans la région de Charleroi, le Parti Communiste présentera deux candidats issus de ses rangs, au scrutin régional : Olivier Mortelette, 5<sup>e</sup> candidat effectif sur la liste régionale, et René Andersen, 8<sup>e</sup> candidat suppléant. La fédération de Charleroi mènera également sa campagne avec les camarades progressistes du Front des Gauches de Courcelles : Sergio Rodio,



qui poussera la liste régionale, et Jean-François Lacroix, 14<sup>e</sup> effectif à la Chambre.

Nos camarades ont des profils clairement engagés dans la lutte syndicale. Olivier Mortelette est conducteur de train et délégué CGSP. Habitué aux luttes sociales, on peut lui faire confiance pour porter des revendications fortes en ce qui concerne la défense des services publics et l'accès à des transports publics de qualité. René Andersen est également un ancien cheminot et délégué syndical FGTB. Militant de choc depuis de nombreuses années, le camarade Andersen est une figure bien connue des manifestations et des piquets de grève, dont l'expérience constitue un sérieux atout. Les camarades du FDG-Courcelles sont également syndicalistes : Sergio Rodio est délégué principal de la Centrale Générale chez AGC Roux, tandis que Jean-François Lacroix est un militant de la CGSP. En votant pour nos candidats, les électeurs et électrices sont donc certains de voter pour des gens en prise avec la lutte réelle.

Les priorités défendues par nos camarades sont la défense des services publics, la nécessité d'une nouvelle politique industrielle et économique,

ournée vers les besoins réels des populations, la réduction du temps de travail à 32h/semaine avec embauche compensatoire, ainsi que la mise en cause des mesures d'austérité actuelles.

Dans le Hainaut, soulignons que notre camarade Stéphane Mansy, de la région du Centre, sera 10<sup>e</sup> effectif à la Chambre, tandis que Séphian Samyn sera 3<sup>e</sup> suppléant à la région dans le canton de Soignies. ■

Le 25 mai, donnez de la voix, en votant pour les candidats du Parti Communiste sur les listes PTB-Go !

*\* 3ème effectif dans la liste pour le Parlement européen*



**Pour tout  
renseignement  
sur la région de  
Charleroi :**

**francois.dagostino@  
particomuniste.be**

# À Liège, l'importance des luttes face aux licenciements boursiers

Marc Denonville

Dans une région wallonne où le taux de pauvreté atteint 20% la situation va encore s'aggraver avec l'exclusion des 32000 chômeurs. A Liège ce sont 10235 personnes qui sont concernées parmi lesquelles une majorité de 64% de femmes avec enfants. Pendant ce temps Arcelor rejetait presque entièrement le projet CCT 2014 qui prévoyait le financement des prépensions et des modifications sur l'âge de sa mise en application sans que cela perturbe le train de vie de monsieur Mittal occupé à dépenser des centaines de millions d'euros dans des dépenses personnelles somptuaires qui ont fait la joie de la presse people et à payer le 0,00038 % de ses bénéfices à titre d'impôt sur les sociétés au lieu du taux légal de 33,99 %. De plus une perte de 40 emplois est prévue à la cokerie de Seraing et les projets de la firme OXBOW MINING remettent en cause l'existence de la Centrale de Seraing. Toutes ces menaces ne font qu'augurer des grèves à venir. L'inquiétante situation des usines de Val Saint Lambert reste sans solution et on craint sa fermeture pure et simple. Des suppressions d'emploi sont également annoncées à la FNAC et à Tecteo-Liège. Pourtant, tout ce scénario de détresse sociale semble ne pas suffire pour dissuader certaines autorités de Seraing dont le maire Alain Mathot. Il met en avant un projet de construction d'un "eros center" dans sa ville qui sera construit sur les ruines de l'industrie. Voilà du travail pour 100 femmes souvent exploitées et une bonne image de la dérive d'une certaine « gauche »

Ainsi, de toute évidence le Parti Socialiste et Ecolo renfermés dans leur politique suiviste des politiques européennes et du patronat, ne répondent plus aux attentes des travailleurs, des pensionnés, des jeunes et des chômeurs. Dans le monde du travail, les déceptions et les colères sont grandes. Les fermetures d'entreprises se succèdent et des milliers de travailleurs perdent leur boulot et donc

leur gagne-pain. De nombreuses familles se retrouvent ainsi dans des situations financières et sociales extrêmement pénibles et inhumaines. Plus concrètement, le parti socialiste qui ose encore se définir comme un parti de gauche et qui à ce titre devrait défendre les chômeurs et les plus démunis, ne cesse pourtant de confirmer son adhésion aux politiques libérales. C'est ainsi qu'il a voté les mesures antisociales entraînant l'exclusion de 50.000 chômeurs au 1er janvier 2015. Mesures répressives et inhumaines tout à fait absurdes puisque ces exclus vont grever en grand nombre le budget des CPAS et donc des communes. De cette manière, dans les faits, on ne fait que déplacer le problème. Même indifférence de ce parti vis-à-vis du saccage de notre sidérurgie et en général de notre industrie et ce, sans oublier les nombreuses libéralisations ou privatisations de services publics opérées sous des gouvernements à participation socialiste ! (Crédit communal, CGER, Belgacom, SNCB, Sabena, Poste....)

La situation dans la province de Luxembourg est aussi catastrophique. Dans une région où les distances sont importantes les transports en commun montrent une grande précarité. Ainsi, de nombreuses zones sont peu ou pas desservies et les horaires sont peu adaptés aux horaires de travail, les parcs industriels souvent éloignés des centres urbains. Cette situation entraîne la dépendance à la voiture, l'isolement pour les personnes âgées et des difficultés énormes pour ceux qui cherchent un emploi et qui ne disposent pas de véhicule. Dans ce lamentable contexte, la suppression de certaines gares n'a pas arrangé la situation.

Dans le domaine agricole, la dérégulation des marchés, la recherche de la productivité à tout prix entraîne la disparition des petites exploitations paysannes au profit de grosses entreprises. Les entreprises agricoles à taille humaine sont soumises à des



normes économiques, administratives et d'hygiène imposées par les politiques de la Commission européenne pour une agriculture de type industriel et productiviste. Ces normes ne permettent pas le développement d'une agriculture locale et étranglent financièrement les agriculteurs. A cause de ces politiques aberrantes et antisociales, les agriculteurs, contraints à l'investissement, s'endettent de plus en plus.

Pour s'opposer à ce processus de régression sociale il y a heureusement aussi l'envie de se battre. Les camarades liégeois sont bien engagés dans cette campagne avec comme candidats pour la province de Liège (Chambre) Jeanine Mousset et Marcel Bergen élu aux élections de 2012, conseiller communal à Seraing et conseiller provincial à Liège. Pour la région : Joëlle Badillo-Collard et Robert Houtain ; Marc Denonville pour la circonscription de Huy-Waremme. Henri Bartholoméus et Marie-Claire Simon, pour la circonscription de Verviers. Trois candidats (suppléants) nous représenteront à la chambre pour la province du Luxembourg : Peter Maaswinkel, Vittoria Del Debbio. Quant à la circonscription de Arlon-Bastogne-Marche-en-Famenne (Région) nos candidats seront Bernard Bissen et Marleen Wydouw. ■

\* Candidat dans la liste pour la circonscription de Huy-Waremme



suite de la page 5, "Les raisons de mon..."

humains liés au redéploiement structurel des politiques éducatives, culturelles, associatives et sociales. Dès lors, il convient qu'un revirement radical à gauche est donc plus que souhaitable pour empêcher l'érosion des budgets toujours trop maigres pour ces secteurs fondamentaux et aussi défendre avec ténacité les acteurs culturels, les créateurs, les travailleurs sociaux, les acteurs associatifs, les enseignants et tous les autres travailleurs du secteur non-marchand et hospitalier. Les communistes engagés avec les autres camarades sur les listes « PTB-GO » seront combatifs et opiniâtres pour protéger ces matières incontournables et si proches du développement humain, du bien-être, de l'éducation, de l'esprit critique et de l'émancipation individuelle et collective. Je serai moi-même candidat à la 10ème place effective à la chambre sur la liste PTB-GO pour mener cette lutte avec mes Camarades.

### La lutte continue au-delà des élections !

Les communistes ne s'engagent pas dans cette campagne avec une approche uniquement focalisée sur les échéances électorales mais bien avec un travail de fond - à moyen et long termes - pour : défendre les droits sociaux et la dignité humaine ; mettre en place une véritable école publique, égalitaire et laïque ; soutenir avec force les acteurs culturels, associatifs, psycho-sanitaires et sociaux ; rehausser l'émancipation de la jeunesse et l'expression citoyenne et plurielle de celle-ci ; arrêter la fracture sociale et abolir cette misère inacceptable, en orientant notre projet politique vers l'égalité, la solidarité et la justice sociale ! Inventer, créer le champ des possibles et réveiller les forces « encore endormies » pour permettre l'émergence d'une société plus juste, diversifiée, intergénérationnelle, interculturelle et égalitaire. Une société solidaire qui refuse la pauvreté, la ghettoïsation et l'abandon

des couches populaires ! Enfin, notre présence à ce triple scrutin s'inscrit aussi dans le combat contre l'extrême-droite et ses idées liberticides et xénophobes, en proposant une réelle alternative politique de gauche, démocratique et crédible. Une alternative aux partis traditionnels et gouvernementaux qui se partagent le pouvoir depuis des lustres avec l'usure légitime de cet exercice. Les candidats communistes sur les listes « PTB-GO » ne sont pas seulement là pour rencontrer la contestation populaire face au système capitaliste en place mais nous sommes aussi présents pour prendre nos responsabilités, si les conditions sont réunies et si le projet politique converge et rencontre nos multiples préoccupations sociales et politiques. Parce que comme disait le poète et camarade français, Paul Eluard : « Il y a un autre monde mais il est dans celui-ci. » ■

10ème Effectif à la chambre en Hainaut

suite de la page 6, "Un manneke rouge à..."

enseignement qui forme des jeunes pour les conduire au bureau de chômage ou, encore pire, qui les pousse à abandonner leurs études. Parmi les candidats du PC à Bruxelles, quatre sont liés au corps enseignant. Cela explique notre sensibilité à ses questions. Et notre attachement à la défense de l'enseignement officiel lequel passe par son développement tous azimuts. A ce propos, nous restons très attachés à la défense de la laïcité.

Toujours dans le domaine social, nous ne

trouvons pas normal de vivre dans une région qui a une natalité en hausse et où il manque de crèches et d'écoles à tous les niveaux. Nous n'oublions pas, enfin, le combat dans lequel nous sommes très investis, celui de la défense des transports publics et la lutte contre la hausse abusive et répété des tarifs de la STIB.

Pour accompagner et mettre en avant ces luttes une poignée de nos camarades seront présents et représenteront le PC dans les listes PTB\*PVDA-GO, dont Roland

Nyns, qui fut tête de liste du cartel de gauche en 2009, aujourd'hui en 7ème position aux régionales, accompagné par Maria Heyvaert, Xavier Coppens d'Eekenbrugge et Andrée Depauw. Leurs suppléants sont nos camarades Tania Martin et Paul Marcus. Au fédéral nous comptons sur le professeur Yves Pierseaux et notre collaboratrice Marie-France Deprez. ■

\* 15ème suppléant pour le parlement bruxellois

## ERRATUMS

Chers lecteurs, un problème de mise en pages et de gestion de plaquettes de dernière minute a eu comme conséquence la présence de quelques coquilles dans notre dernière édition (DR 44). Les circonstances et des conditions de travail d'urgence ont également provoqué certaines erreurs dans la composition des articles dont une particulièrement malheureuse. En effet, dans l'hommage à notre camarade Jacques Lemaitre (In Memoriam, p. 13), nous avons confondu son prénom avec celui de son fils Jean. Que ce dernier, ainsi que nos lecteurs, veuillent accepter nos sincères excuses. La Rédaction

# Non-marchand, no-man's land?

Thierry Verhoeven

Il y avait 3 000 travailleurs du secteur non-marchand, fin mars à Bruxelles, à manifester devant les bâtiments de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ils l'avaient fait quelques mois plus tôt à Namur devant le siège de la Région wallonne. Posez la question autour de vous : qu'est-ce que le secteur non-marchand en Belgique ? Euh,... Certains, plus informés, diront : « les hôpitaux,... » D'autres, plus engagés, répondront : « services publics... » Le plus souvent, la réponse restera dans le flou. Normal, le non-marchand apparaît comme une nébuleuse. Et s'il permet à notre société de « fonctionner », il en révèle aussi les dysfonctionnements et en est donc refoulé.

## Mise au point

Le non-marchand ? C'est les soins de santé : hôpitaux, maison de repos, soins à domicile, revalidation, transfusion... Le non-marchand ? C'est aussi les aides familiales, l'aide aux handicapés, l'ambulatoire (planning, santé mentale, etc.), les entreprises de travail adapté, l'insertion socioprofessionnelle, ... Le non-marchand ? C'est encore l'aide à la jeunesse, à la petite enfance, à la culture, par exemple. Le non-marchand ? C'est donc toute une série de services au public que l'Etat ne veut ou ne peut pas rendre. Le non-marchand ? C'est vingt mille employeurs de 325 000 travailleurs équivalents temps plein soit 10% de l'emploi salarié total en Belgique. Voyons les choses clairement. Le système capitaliste a une tendance organique à ne satisfaire les besoins des individus et des peuples que s'il en tire profit. Historiquement, le monde ouvrier organisé a développé ses propres structures d'aide et de service. Des structures animées par des hommes et des femmes armés au départ de leur seule bonne volonté et de leur solidarité. En Belgique, ces structures sont nombreuses, portées par les courants d'inspiration socialiste et chrétienne, entre autres. A mesure, le mouvement ouvrier organisé a forcé l'Etat à créer des

services publics échappant à la logique marchande pour répondre à certains besoins fondamentaux : éducation, santé, aide aux personnes, culture, transport, ... A mesure, les structures non-marchandes venues du mouvement ouvrier organisé se sont professionnalisées. A mesure, ces structures, « privées » mais sans but de lucre, ont été subsidiées par les pouvoirs publics. C'est ainsi que le secteur non-marchand d'Etat et le secteur non-marchand « privé » mettent un peu de civilisation dans notre société capitaliste. Dans ce capitalisme civilisé<sup>1</sup>, on a donc finalement admis que tout ne doit pas être soumis à la logique de la concurrence, de la rentabilité et du profit.

## La fonction et le refoulé

Ainsi mieux informés des réalités du secteur non-marchand « privé », que diront les plus critiques ? Le non-marchand joue le rôle d'une soupape de sécurité, il fait fonction de contrôle social. Sans doute. Mais parce qu'il évite, au moins en partie, la marginalisation ou l'exclusion de celles et ceux qui sont victimes de l'exploitation, de la domination, de l'injustice ou de l'inégalité, il fait fonction de résistance démocratique et partant, qu'on le veuille ou non, d'émancipation individuelle et collective. C'est justement parce qu'il manifeste ce que l'on appelle pudiquement les « dysfonctionnements » de notre société qu'on le fait apparaître comme nébuleuse, que les pouvoirs publics le subsidient certes mais hésitent à reconnaître pleinement sa valeur et sa plus-value. Et particulièrement, en période de crise, le non-marchand « privé » est refoulé.

Aujourd'hui, voici ce qui menace directement le non-marchand. En 2015, les Régions et les Communautés vont gérer des secteurs qui le sont encore par le pouvoir fédéral : la politique de l'emploi, les allocations familiales, une partie des matières de la santé et de l'aide aux personnes. Cela représente environ 17 milliards d'euros. On ne sait pas encore comment ces secteurs seront

réorganisés et surtout si leur financement sera suffisant. Par exemple, actuellement, les employeurs du non-marchand ne paient pas les cotisations patronales à la sécurité sociale. En 2015, ce sont les Régions qui devront supporter cette exonération.

Le non-marchand n'est pas dans les priorités des politiques (comme dans le plan « Marshall 2022 », un plan de développement de la Wallonie). Un traité européen (le TSCG) a été voté par les Régions, les Communautés. Cela les oblige à limiter leur endettement et leur enlève des possibilités de financement. Pour l'instant, ni les syndicats ni les employeurs du non-marchand ne sont vraiment associés à la nouvelle organisation qui se profile. Car, outre ces menaces directes et à court terme, le non-marchand est victime de tendances lourdes.

## No man's land ?

Le passage du capitalisme un peu civilisé à un capitalisme débridé n'est pas sans conséquences pour le non-marchand. D'abord, les brèches ouvertes par le privé dans des services jadis monopoles d'Etat et plus globalement, une logique de marchandisation à l'œuvre dans tous les secteurs. Une logique que les pouvoirs publics tendent à imposer au non-marchand « privé » qu'ils subsidient.

Ensuite, les structures non-marchandes deviennent peu à peu des sous-traitants des services publics qui imposent leurs contraintes comme une multinationale les impose aux PME, faisant ainsi fi de l'originalité et de l'innovation du secteur. Enfin, une déconsidération d'un secteur « improductif » à l'heure de la rentabilité et de la compétitivité à tout crin. Pourtant, le secteur non-marchand crée de la richesse économique par les activités qu'il génère, par les salaires qu'il nécessite et par les services qu'il organise. Et puis, il dégage une plus-value, une survalue non négligeable.

Dans notre société et particulièrement en

*suite à la page 13*

# Les tâcherons du travail détaché

Thierry Verhoeven

**D**irective 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil, 1996: « Un travailleur est considéré comme "détaché" s'il travaille dans un Etat membre de l'UE parce que son employeur l'envoie provisoirement poursuivre ses fonctions dans cet Etat membre. Par exemple, un prestataire de services peut remporter un contrat dans un autre pays et décider d'envoyer ses employés exécuter ce contrat sur place. (...)» Libre circulation des travailleurs, libre marché, libre concurrence... Voilà pour l'esprit.

Lazlo Andor, commissaire européen à l'emploi, devant le Parlement européen, 21 mars 2012 : « Mais la directive sur le travail détaché est justement faite pour proposer des travailleurs bon marché ! Vous n'allez quand même pas tuer le bébé ! » Tout est dit ! Jean Jaurès devant la Chambre des Députés, 17 février 1894 : « Ce que nous ne voulons pas, c'est que le capitalisme international aille chercher la main-d'œuvre sur les marchés où elle est la plus avilie, humiliée, dépréciée, pour la jeter sans contrôle et sans réglementation sur le marché français, et pour amener partout dans le monde les salaires au niveau des pays où ils sont le plus bas. » Tout était déjà là... Pourtant, cent dix-huit ans plus tard, on eût pu espérer un capitalisme, disons, un peu plus civilisé. Le grand député socialiste français pointait un des dangers de ce qui était alors la « première mondialisation » du capitalisme. L'obscur commissaire européen hongrois Andor, proche dit-on du parti socialiste de son pays, défendait

une directive européenne, symbole du capitalisme néolibéral. Et une directive qui a beaucoup de « succès ». On estime qu'il y a aujourd'hui environ 1,5 million de travailleurs détachés dans les 28 pays de l'Union européenne. Soyons honnête, il y a des services en travail détaché qui répondent à l'esprit européen. Soyons sérieux, le travail détaché a du succès parce qu'il est moins cher.

## Le principe

Pour faire simple la directive prévoit trois modalités du travail détaché. Un travail de moins de 8 jours, ce sont les conditions de travail et le salaire du pays d'origine qui sont appliqués ! Pour un travail détaché de 8 à 30 jours, le pays d'accueil peut dispenser l'entreprise étrangère de respecter les règles nationales ! De 30 jours à 2 ans maximum, le travailleur détaché doit avoir les mêmes droits que le travailleur-résident. Qu'en est-il du salaire indirect ? C'est ici que les patrons des travailleurs détachés se frottent les mains. Les cotisations sociales du travailleur et du patron sont celles du pays d'origine et payées au pays d'origine. KPMG-International, cabinet d'audit et lobby d'envergure mondiale, a repris les cotisations sociales dans les différents pays (2011). On peut faire confiance à KPMG pour forcer vers le haut le taux de cotisations sociales (qu'elle considère comme un « fardeau social »). D'ailleurs, elle fixe à 35% le taux de cotisations patronales en Belgique. Ce n'est pas faux mais c'est le taux théorique, il y a de nombreuses réductions (la FGTB estime les « subsides salariaux » aux entreprises à 10 milliards d'euros en 2012). Mais quand on compare les taux entre les différents pays, on comprend l'intérêt du travail détaché pour certains patrons: le taux patronal est de 35% en Belgique, il est de 14,8% au Portugal, de 15% en Roumanie, de... 9,7% en Pologne. C'est donc en toute légalité que des entreprises étrangères envoient leurs salariés à bas prix dans d'autres pays sans payer la sécurité sociale du pays d'accueil. Et c'est parti

pour le « carrousel » de salariés étrangers à bas prix : travailler 3 semaines dans un autre pays puis retourner en compagnie d'aviation « low cost », elle aussi, avant de revenir quelques semaines plus tard ! En Belgique, en 2009, 217.115 déclarations de travailleurs détachés avaient été enregistrées ; en 2011, on était passé à 337.189. Et en 2012, 374.722 déclarations. On sait que c'est dans le bâtiment (25% en moyenne dans l'UE) et dans d'autres travaux temporaires (forcément) qu'ils sont le plus nombreux. Il ne faut pas être grand clerc pour se représenter les conséquences de ce détachement de travailleurs : cotisations sociales qui échappent au pays où il y a l'activité économique et où se crée la richesse, chômage économique ou licenciement sec des travailleurs du pays d'accueil, les entreprises « vertueuses » victimes de concurrence déloyale...

## La fraude

Si l'application de la directive sur le travail détaché mine les droits sociaux, il y a aussi les fraudes. Les entreprises qui ont des travailleurs détachés doivent les déclarer à l'ONSS qui peut ainsi vérifier si l'entreprise est en règle dans son pays. Mais les fraudes sont nombreuses. Rien qu'en Belgique, selon le Ministère du travail, 1.581 dossiers de contrôle d'entreprises étrangères en 2012 ont permis de régulariser les conditions de travail de travailleurs détachés pour près de 7,5 millions d'euros. Même si la Belgique et d'autres pays européens ont créé une inspection spécialisée, on sait que beaucoup d'entreprises échappent au contrôle. Sans parler du contrôle quasi impossible quand il y a une cascade d'entreprises sous-traitantes et quand il y a ce que l'on appelle les entreprises « boîte aux lettres ». Prenons l'exemple d'un travailleur français envoyé par son entreprise en Belgique. Il reste soumis en grande partie au droit social français. La Belgique peut vérifier que l'entreprise française paie au moins le salaire

suite à la page 18





# Aux européennes, un regard jeune et combatif.

François D'Agostino.

François D'Agostino, jeune historien carolo, est chargé de porter les couleurs du Parti communiste dans la liste PTB-GO aux élections européennes. Très attentif à la problématique de sa région et du pays il est bien conscient des conséquences que, pour cette région, ont les politiques européennes. Dans cet entretien il nous explique les raisons de son engagement ;

**Le Drapeau Rouge.-** ...Pourquoi en effet, avoir choisi, les listes européennes pour aborder cette campagne électorale ?

**François D'Agostino.-** C'est avant tout une décision prise collectivement. J'ai proposé ma candidature aux camarades, qui l'ont soutenue, dans le but avoué de mettre un jeune candidat en avant, et par ce biais, défendre les orientations du parti au sujet de l'Europe. Une position que je qualifierais d' « eurocritique », par opposition tant à une europhilie béate, qui voit dans l'Union européenne telle qu'elle est un horizon indépassable, qu'à une vision qui pense que l'on pourrait se passer de mener des combats au niveau du continent, enfermé dans notre pré carré. La lutte des classes se déroule également au niveau européen, et il faut donc articuler les luttes aux deux niveaux. C'est le sens de notre adhésion au Parti de la Gauche Européenne.

Il faut être clair : l'Union européenne actuelle est une machine de destruction sociale sans précédent. Elle est profondément antidémocratique, minée par l'action du capital financier et industriel, au travers des lobbys qui pèsent de tout leur poids sur les prises de décision. Cela dit, il ne faut pas dégager de leurs responsabilités les États-membres, qui s'en servent également à bon compte pour se dédouaner auprès de leurs opinions publiques respectives.

Il faut donc être clair : cette Union, ça suffit ! Il faut autre chose, qui ne pourra

être construit qu'avec la volonté et la participation active de tous les peuples du continent, et pas contre eux, comme cela se fait actuellement.

**Le DR.-** La question européenne suscite des débats chaque fois plus animés. Il n'y a pas si longtemps une sorte d'unanimité existait quant à l'acceptation du projet de construction européenne. Cette acceptation est aujourd'hui contestée de manière chaque fois plus étendue. Comment expliques-tu cette évolution ?

**FD'A.-** Les faits sont plus importants que n'importe quel discours. Entre le message attribuant à l'Union européenne des réalisations gigantesques, la prospérité, et j'en passe, et le quotidien des gens, il y a un gouffre gigantesque. Prenons le cas de la Grèce : il suffit de s'y rendre pour voir où nous mènent les politiques d'austérité : destruction de l'économie, privatisations à n'en plus finir, chômage de masse, misère intolérable, montée de groupe fascistes, etc. Ce constat va sans aucun doute se généraliser à toute l'Europe du Sud et faire tâche d'huile. La Troïka (BCE, Commission et FMI) constitue un vrai danger pour la survie de millions d'Européens. Il est dès lors normal que la contestation se fasse plus virulente. On peut toutefois déplorer qu'une part non négligeable de la gauche de transformation ne saisisse pas encore entièrement la profondeur de ce désamour des classes populaires envers l'Union européenne, ne transforme pas ce mécontentement en moteur pour un changement radical et progressiste. Ce qui risque à terme de faire le jeu du néofascisme.

**Le DR.-** Quels sont à ton avis les points les plus sensibles en débat de la thématique européenne ?

**FD'A.-** Au sein des débats qui agitent la gauche radicale, la question de l'Euro me semble être un des points de tension les plus importants. Faut-il en sortir, revoir son rôle, en faire une monnaie commune plutôt qu'unique ? Ce sont des débats



extrêmement techniques, et liés à des intérêts contradictoires entre des pays aux économies très différenciées. Question impossible à trancher simplement, selon moi, mais qui doit être débattue, car, pour certains pays, la sortie de la zone euro est une éventualité. Ne pas l'évoquer froidement, comme une possibilité qu'un gouvernement progressiste aurait à gérer, me paraît au mieux imprudent, voire suicidaire.

Même constat en ce qui concerne une désobéissance envers l'Union européenne, pouvant aller jusqu'à un retrait. Je ne pense pas que la sortie de l'Union soit une option souhaitable, mais certains pays pourraient s'y voir contraints. Dès lors, quelle responsabilité aurait la gauche radicale si elle n'était pas à même de faire face à un tel changement ?

Plus concrètement, pour le cas belge, mais cela est généralisable à tous les pays de l'Union, il y a un besoin urgent de remettre en cause les traités et décisions pris au niveau européen, avec la complicité des gouvernements : traité de Lisbonne, TSCG, et j'en passe. C'est une première étape indispensable, mais pas suffisante. Un premier geste de désobéissance, en somme.

**Le DR.-** ...et les projets qui mériteraient une attention prioritaire ?

**FD'A.-** En ce qui concerne la question sociale et économique, il me semble

urgent de mettre fin au dumping social et fiscal qui existe au sein de l'« Union », qui ne fait que mettre les travailleurs en concurrence, et renforce la domination du capitalisme sur nos vies. Il en va de même en ce qui concerne les négociations relatives au « Grand marché Transatlantique » : pour notre Parti, il est clair que ces négociations doivent être stoppées immédiatement, tant pour le bien des travailleurs européens qu'états-uniens ou canadiens. À ce titre, le Parti Communiste avait soumis au sein du PGE une proposition dans ce sens, qui avait été acceptée par l'ensemble de nos camarades.

Dans le même ordre d'idée, la contestation du fanatisme néo-libéral et du libre-échange débridé, la question d'un protectionnisme social et écologique, à mettre en place au niveau européen, ou des états-membres le cas échéant, me paraît être un point crucial. Non pas pour mener une politique d'autarcie, complètement utopique et contre-productive, mais pour rééquilibrer les échanges mondiaux. Cela doit, à mon sens, se produire en pleine coopération avec les pays du Sud. Cela passe évidemment par une révision en profondeur des politiques industrielles et agricoles en Europe, qui doivent être orientées vers la satisfaction des besoins réels des populations, la prise en compte des bouleversements de l'écosystème et la rupture avec la logique d'accumulation et de profit du capitalisme.

Enfin, la question de la dette en Europe

me paraît être un cheval de bataille à enfourcher. La restructuration des dettes publiques, le refus de payer la « dette odieuse », et de payer les pots cassés par le monde financier, me semble être une arme de choix pour mobiliser les peuples et remettre en cause la mainmise du capitalisme financier sur nos vies.

**Le DR.-** Nous commémorons cette année, les 100 ans de la Première guerre mondiale.

Quid du rôle du Parlement européen concernant la problématique de la paix ?

**FD'A.-** Je voudrais tout d'abord souligner le rôle positif joué par le groupe de la Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique (GUE/NGL) au sein du parlement. Ce groupe, qui rassemble une série de formations de la gauche radicale, issus des mouvements communiste, socialiste de gauche, rouge-vert, a été le seul à porter la voix de la résistance à l'Union Européenne du grand capital. À ce titre, elle a également organisé une série d'activités liées à la question de la paix, du désarmement, en lien avec les

commémorations de la première guerre mondiale.

À mon avis, l'Union Européenne est à un tournant en ce qui concerne la question de la paix. Avec l'approfondissement de la crise, on voit les fractions les plus agressives des bourgeoisies européennes pousser à des interventions, directes ou indirectes dans une série de pays : Lybie, Syrie, Ukraine tout récemment. Un tournant agressif, qui montre le pourrissement du capitalisme contemporain.

Je pense que cette Union, telle qu'elle existe, est une menace pour la paix en Europe, en favorisant la concurrence entre travailleurs, en réveillant les vieilles haines nationalistes, en se plaçant comme supplétif aux États-Unis dans leurs agressions militaires. Raison de plus pour changer la donne, et construire des coopérations sur de toutes nouvelles bases, conformes aux intérêts des classes populaires et non des multinationales et des banques. ■

*\* 3ème effectif dans la liste pour le Parlement européen*

*« Nous tenons par ailleurs à saluer la présence dans cette même liste européenne du camarade Marco Antonio de Lera-García, Président du Conseil de résidents espagnols en Belgique, combattant de toujours de l'idéal républicain espagnol et bon ami de notre journal »*

*suite de la page 10, "Non marchand, no man's land"*

période de crise, les travailleurs du non-marchand et leurs structures ne sont pas seulement « fantassins du social » selon la métaphore militaire de Pierre Bourdieu. Ils ne se contentent pas de mener une guerre de tranchée et d'occuper le terrain social sans se soucier de la bataille citoyenne dans laquelle ils sont engagés. Aux projets pour le non-marchand, les responsables politiques ajoutent, au pis comme appendice au mieux comme supplément d'âme, de la citoyenneté. Les travailleurs et les structures du non-marchand se battent, eux, pour les conditions de sa réalisation. ■

### **Envie de nous soutenir afin de face aux importants frais de la campagne électorale ?**


En plus de votre apport, même modeste, votre geste est un encouragement pour renforcer la présence du Parti communiste dans la vie politique du pays.

Faites votre don sur le compte  
**(IBAN BE85) 0004 2197 0006**

**Envie d'adhérer au Parti communiste ?  
Contactez-nous ! [www.particommuniste.be](http://www.particommuniste.be)**

# Disons non à l'interdiction du parti communiste d'Ukraine !

Nous avons reçu cet Appel du Parti communiste d'Ukraine dans lequel nos camarades nous informent de la violence de la répression que le régime installé par les bandes néofascistes de ce pays, avec l'aimable complaisance de Monsieur Obama et l'UE, exerce contre nos camarades coupables d'insoumission et de fidélité à leurs idéaux. Comme vous pouvez le lire, les imposteurs au pouvoir à Kiev, préparent rien de moins que l'interdiction du Parti communiste ; raison de plus pour que la solidarité de tous les communistes et démocrates soit plus que jamais au rendez-vous.

<i>Пролетарі усіх країн, єднайтеся!</i>		<i>Пролетарии всех стран, соединяйтесь!</i>
<b>КОМУНІСТИЧНА ПАРТІЯ УКРАЇНИ</b>		<b>КОММУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ УКРАИНЫ</b>
<b>ЦЕНТРАЛЬНИЙ КОМІТЕТ</b>		<b>ЦЕНТРАЛЬНЫЙ КОМИТЕТ</b>
04070, Київ-70, вул. Борисоглибська, 7 Тел.: (044) 425-54-87, (044) 425-55-16, тел./факс: (044) 463-57-02		04070, Киев-70, ул. Борисоглебская, 7 Тел.: (044) 425-54-87, (044) 425-55-16, тел./факс: (044) 463-57-02

---

**Appel du Comité central du Parti communiste d'Ukraine**

Chers camarades !

Le gouvernement actuel de l'Ukraine est occupé à mettre en œuvre une politique destinée à créer des conditions intolérables d'existence au Parti communiste de l'Ukraine de manière à interdire totalement ses activités. Avec cette finalité, les services secrets au service du gouvernement qui occupent nos locaux depuis le renversement du gouvernement précédent, sont occupés à falsifier la documentation de notre parti, à créer des bases de données fictives et obtenir ainsi des documents soit disant « compromettants ». Nous sommes informés de sources sûres que l'actuel Ministre de la Justice d'Ukraine attend les « rapports » dérivés de ces falsifications afin de pouvoir s'adresser à la Cour Suprême de Justice de notre pays demandant l'interdiction pure et simple du Parti communiste.

Par ailleurs ils sont également occupés, avec la participation des groupes néo-fascistes à détruire les biens meubles et immeubles du parti, à agresser physiquement nos parlementaires ainsi que les dirigeants de nos organisations régionales et leurs proches. Ils agressent et menacent également nos activistes et nos éventuels électeurs. Nous savons que des hauts responsables de l'Ukraine sont responsables de telles activités. Parmi eux, le chef de la Sécurité nationale et du Conseil de défense Andriy Parubiy, le chef du Service de sécurité ukrainien Valentyn Nalyvaychenko et le chef du Parlement et Président par intérim de l'Ukraine Oleksandr Tourtchinov.

La répression très dure que subissent les communistes ukrainiens de la part du gouvernement actuel s'explique parce notre parti constitue la seule force politique qu'a toujours démontré une véritable solidarité avec les intérêts de la population. Le Parti communiste d'Ukraine représente aujourd'hui une menace réelle au gouvernement actuel compte tenu de son intégrité et de l'unité dont il fait preuve. Le Parti communiste de l'Ukraine est un lien de solidarité pour des millions de gens victimes des politiques des autorités et indignés de leur comportement et de celui de leurs alliés ultra-radicaux.

Utilisant des méthodes violentes à la place du débat politique et démocratique, le gouvernement actuel ne fait que confirmer sa nature antipopulaire et antidémocratique visant à diviser la population. Il prétend se prévaloir des soit-disant « valeurs européens » mais en réalité il est en train de transformer l'Ukraine en une dictature d'ordre fasciste.

Pour ce faire, il cherche à nous accuser de manque de loyauté et nous faire renoncer à nos idéaux. Avec ces pratiques, ce gouvernement ne fait que démontrer qu'il ne connaît pas les notions de compromis et que les valeurs de démocratie, de liberté d'expression et la primauté de droit lui sont inconnues. Tous ces agissements nous donnent le sentiment qu'il sera très difficile d'atteindre la paix et tranquillité que nos populations attendent. Bien au contraire, tout indique qu'avec ces pratiques d'incitation à la haine et à la xénophobie envers les populations des autres régions du pays, le gouvernement actuel, risque de provoquer un conflit social et même de créer les conditions d'une guerre civile.

C'est la raison pour laquelle nous vous lançons cet appel, chers camarades. Il faut que la réelle situation que vit l'Ukraine aujourd'hui soit connue. La faire connaître équivaut à un geste de solidarité envers les 120.000 communistes ukrainiens qui risquent de voir leur parti interdit parce qu'il ne renoncera pas à défendre les intérêts des travailleurs ukrainiens et de la population.

Fraternellement,

**Petro Symonenko**  
Premier secrétaire au Comité Central du Parti communiste de l'Ukraine.





# Chroniques du temps qui passe

Vladimir Caller

## Crimée, les médias, le droit

Les médias occidentaux nous présentent le cas de l'incorporation de la Crimée à la Fédération de Russie comme une annexion pure et simple, une Crimée « dévorée par la Russie » disait tout simplement un présentateur français très connu. Ainsi l'on présente ce dossier presque comme s'il s'agissait d'une sorte de répétition du cas de Chypre du Nord occupée depuis 1973 par le régime turc et son armée à propos duquel ces médias furent particulièrement discrets, sinon complices. C'est oublier la vox populi, le choix des peuples. En effet, à la différence du cas chypriote où il s'agissait d'une agression militaire avec l'expulsion physique de plus de 200 000 chypriotes grecs, l'adhésion de la Crimée à la Russie a été le choix de sa population. Même un journal peu suspect de positions pro-russes comme Le Monde parlait de « l'enthousiasme de la population, convaincue de vivre un « printemps » et un « rêve » russe »<sup>1</sup> en commentant ce processus qui allait donner une majorité de plus de 90 % (avec une participation de la population au référendum, supérieure à 80 %). De son côté, l'ancien, et dernier, président de l'Union Soviétique Michail Gorbatchev, difficilement assimilable lui aussi au profil que les médias donnent de Vladimir Poutine, déclarait dans un entretien qu'il donnait à l'Agence russe Interfax que « le résultat du référendum "corrige une erreur" de l'histoire », rien de moins. « Si la Crimée a été, à une époque, unie à l'Ukraine par application de lois soviétiques, et sans qu'on n'ait jamais demandé son avis au peuple, aujourd'hui ce dernier a souhaité corriger cette erreur. Il faut saluer cela, et non recourir à des sanctions » expliquait le dirigeant russe. Paroles de bon sens qui contrastent avec le climat fait d'amalgames et manipulations propres à la présentation que l'Occident donne de ces événements. Cela dit, expliquer avec un minimum d'objectivité les faits et même les justifier ne nous incite pas à nous réjouir de la tournure que prennent les événements ni, plus concrètement, de la décision du peuple de Crimée qui, dans les faits,

constitue une rupture avec les Accords d'Helsinki (1975) et dont le principe de base était celui de l'intangibilité des frontières. Bien entendu, ce principe a été maintes fois violé par l'Occident comme l'explosion de la Yougoslavie en témoigne. Plus récemment les guerres d'Irak, de Libye et celle en cours en Syrie ne font que démontrer le cynisme des occidentaux avec leur président, prix Nobel de la paix en tête, experts en agressions militaires pour étouffer dans le sang toute insoumission aux diktats de leurs politiques.

N'empêche, au temps d'Helsinki ce fut l'Union soviétique qui était la plus conséquente, la plus respectueuse de ce principe et d'une certaine manière la Russie postsoviétique continuait à le respecter à la différence de ses partenaires des Etats-Unis ou de l'UE. Avec la décision de la Russie de donner suite au référendum de Crimée, c'est en quelque sorte donc la fin d'une époque ; le triste constat que le droit international est aussi devenu une matière périssable.

## Œillets rouges au Portugal il y a 40 ans

Un 25 avril une foule de lisboètes n'arrivait pas à vraiment croire que quarante ans de dictature salazariste étaient en train de vivre ses dernières heures. Pour célébrer, pour soutenir ce rêve qui s'annonçait, elle s'est réunie à la Place du marché aux fleurs à Lisbonne où régnait, sous un soleil rayonnant, la saison des œillets. C'est ainsi, dans cette conjonction de révolte, de soleil et d'espoir que le mouvement révolutionnaire des jeunes capitaines de l'armée portugaise a pris le nom de révolution des œillets lorsque des œillets furent insérés dans leurs fusils. Très vite, une fois au pouvoir le mouvement révolutionnaire commence à prendre des mesures radicalement progressistes tant sur le plan international (rupture radicale avec la politique colonialiste de l'ancien régime embarqué dans une guerre meurtrière contre les populations soulevées d'Angola, Mozambique, Guinée Bissau...), rapprochement très marqué avec

les mouvements de libération national du tiers monde) et sur le plan national en instaurant une réelle démocratisation de la vie publique et économique (réelle participation des travailleurs dans la gestion des entreprises ; vaste politique de nationalisations de secteurs stratégiques de l'économie).

Hélas la réaction internationale ne tarda pas à réagir avec totale détermination pour faire échouer ce mouvement prometteur sous la baguette d'un certain Henry Kissinger et la complicité, habituelle, de la social-démocratie incarnée sous la direction de Mario Soares et d'un gauchisme provocateur, aussi habitué à ce genre de rôles. Un jeune et ambitieux maoïste a commencé à faire preuve de ses talents ; il s'appelait, il s'appelle toujours, José Marie Barroso, aujourd'hui candidat au poste de Secrétaire Général de l'OTAN.

## Sans Gabo, encore plus de solitude

A l'occasion de son décès, les médias ne nous parlent que, ou essentiellement, de cet incroyable talent de romancier qui, avec « Cent ans de solitude » fit voyager dans le temps et dans l'espace, sans qu'ils quittent leur fauteuil, tant des lecteurs. Ces médias qui, lorsqu'ils font mention de ses engagements politiques, ne le font que pour le stigmatiser pour son amitié avec Fidel Castro et son soutien à la « dictature » de La Havane. Oui, Gabriel Garcia Marquez était un écrivain engagé et il l'est resté jusqu'à ses derniers jours. A ce titre, il n'hésita pas à donner les 100 000 dollars qu'il avait reçus avec le Prix Rómulo Gallegos, à la guérilla vénézuélienne des années 70 ou à financer, avec ses droits d'auteur, tant des mouvements et publications progressistes de l'Amérique latine. Sa dénonciation violente du crime américain contre le gouvernement de l'Unité Populaire de Salvador Allende reste une des pièces majeures du procès éthique contre les agissements de l'empire. ■



# Cinquante ans d'immigration marocaine en Belgique !

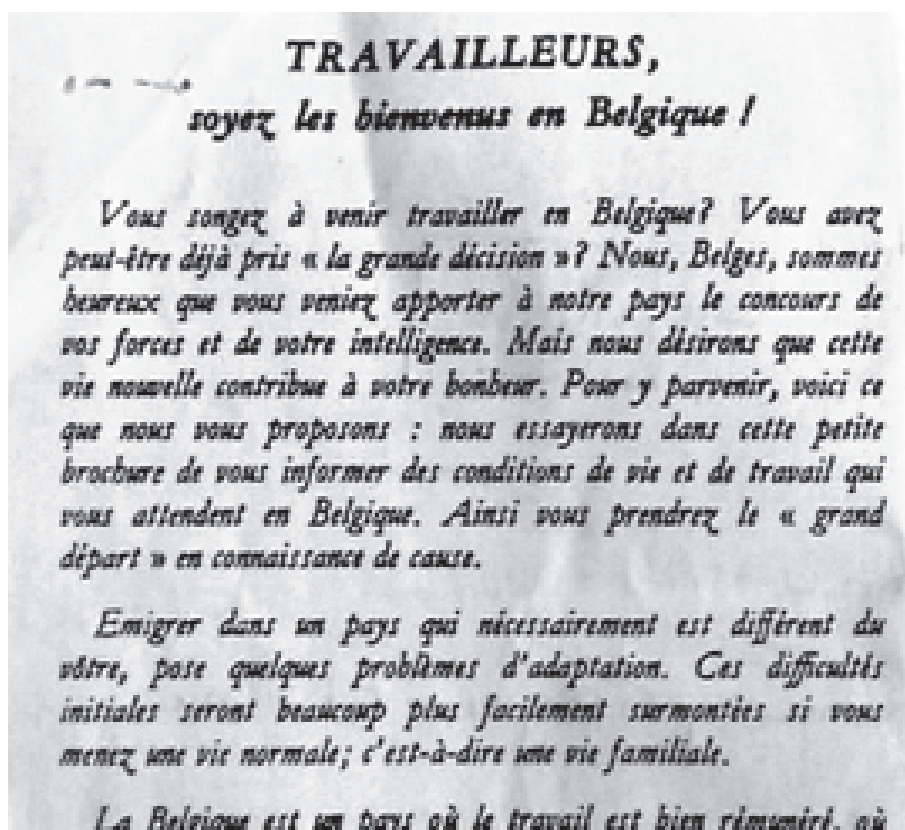
Sfia Bouarfa

**E**n cette année 2014, nous commémorons les 50 ans de l'immigration marocaine et turque dans notre plat pays et il serait regrettable de se rappeler à la mémoire de ces populations et à la célébration de cet anniversaire seulement parce que nous sommes en période électorale. Or, c'est en permanence que l'État et les entreprises devraient être reconnaissants envers ces hommes et ces femmes, qui ont tant contribué au progrès de la Belgique et de sa population.

C'est également le volet profondément humain de cette histoire qu'il ne faudrait pas oublier.

Cette commémoration nous donne l'occasion de nous plonger dans un passé où les immigrés arrivaient en Belgique comme aujourd'hui remplis d'espoir pour une vie meilleure mais où, en même temps, l'exploitation des travailleurs trouvait de nouvelles formes. Dans les années 50 et 60, dans un contexte où la croissance atteignit son apogée, le patronat belge avait besoin d'une main-d'œuvre bon marché et disponible. C'est ainsi que le 17 février 1964 fut signée la convention belgo-marocaine relative au recrutement des travailleurs marocains, jeunes et en bonne santé, pour répondre à ces besoins. Le 16 juillet de la même année, la Turquie signa à son tour une convention similaire pour envoyer des hommes dans la force de l'âge. Et c'est avant tout à cette première génération que je voudrais rendre hommage.

Des hommes qui se sont lancés dans cette aventure de l'émigration, ignorant parfois la langue du pays et ne connaissant rien ou presque de son histoire, de ses us et de ses coutumes. J'étais alors enfant au Maroc et je me souviens toujours de ces cars qui venaient les chercher sur la place de Jerada ma ville natale située dans le nord-est du pays dans une région minière connue par l'esprit militant de ses travailleurs. Les cars pour la France, pour la Belgique, pour l'Allemagne et pour les Pays-Bas se



succédaient l'un après l'autre. Les recruteurs vantaient les avantages de leur pays avec un haut-parleur. Ils alternaient même leurs annonces avec le muezzin pour l'appel à la prière!

En ces temps-là, les candidats se cachaient pour aller s'inscrire et les familles étaient gênées de dire qu'un des leurs s'exilait via cette filière. Fraîchement sortie du colonialisme, les jeunes marocains ne se sentaient pas fiers de quitter un pays à reconstruire. Mais de l'autre côte, ils affrontaient une situation sans avenir, dans un Maroc que le colonialisme français avait laissé dans une totale impréparation. Plus âgée, j'ai appris que la gauche marocaine et les syndicats dénonçaient cette émigration qui menait les travailleurs marocains vers l'exploitation en Europe, loin des « paradis » promis. J'ai appris également par après que la gauche et certains syndicats belges n'étaient pas enthousiastes non plus de cet appel de main -d'œuvre peu onéreuse, « armée de réserve malléable et corvéable » où le patronat allait puiser à sa guise et qui

pouvait affaiblir l'action des travailleurs et les mécanismes de solidarité qu'ils ont su développer.

Arrivée en Belgique 1971 pour étudier, j'ai pu côtoyer cette première génération et c'est ainsi que j'ai pu rencontrer ces hommes courageux affrontant la grisaille belge et travaillant dans les mines, la construction, et la sidérurgie wallonne. Un rapport solidaire s'est installé entre nous et j'ai même changé d'orientation pour faire des études sociales afin de mieux les aider dans leurs démarches administratives et leurs problèmes d'intégration. J'ai aussi habité dans leur quartier, je leur écrivais le courrier et me chargeais de l'envoi de mandats postaux à leurs femmes et enfants restés au pays. Quand le regroupement familial est devenu possible, je me chargeais des démarches au sein du MRAX ou du service social des étrangers (l'actuel Siréas) pour mieux organiser l'accueil de la famille tant attendue.

suite à la page 18



# La cour de Babel, un reportage de Julie Bertuccelli

Robert Waeles

**V**oici un film (ou plutôt un documentaire) qui nous arrive précédé d'éloges dithyrambiques de toute la presse française. Et pourtant... Nous sommes à Paris, en 2013, dans une classe d'accueil du collège de la Grange-aux-Belles située en zone d'éducation prioritaire (ZEP), dans une cité du Xe arrondissement à Paris.

C'est là que sont réunis des adolescents de toutes les origines géographiques et sociales : l'un, fils de diplomate, l'autre, fille d'une famille pauvre, le troisième chassé avec ses parents de son pays pour des raisons politiques, et on en passe.. Ils viennent de Tunisie, de Pologne, du Mali, de Croatie, de Roumanie, de Guinée ou du Brésil. Ils sont là pour apprendre à mieux maîtriser la langue française et pouvoir ensuite – peut-être – suivre un cursus normal. Ce ne sont pas encore des immigrés. Ils doivent encore être régularisés.

Pour remplir sa mission, Brigitte Cervoni, a choisi de prendre appui sur les langues maternelles des enfants. *«Je dois veiller à accorder la même importance à toutes les langues, et qu'il n'y ait surtout pas de sous-langue. Pour qu'ils apprennent le français, il est nécessaire qu'ils soient fiers de leur langue et de leur pays d'origine. Lorsque les élèves expliquent aux autres le fonctionnement de leur langue, ils sont en situation d'apprentissage du français»* B.C.. C'est la fin de cette distance qui sépare des adolescents qui ne sont pas destinés à s'entendre, au sens premier du terme, mais qui s'allient pour apprendre, ce qui leur donne une unité, et qui forment enfin une classe où ils vivent, selon l'une d'entre eux, *«une seconde naissance»*.

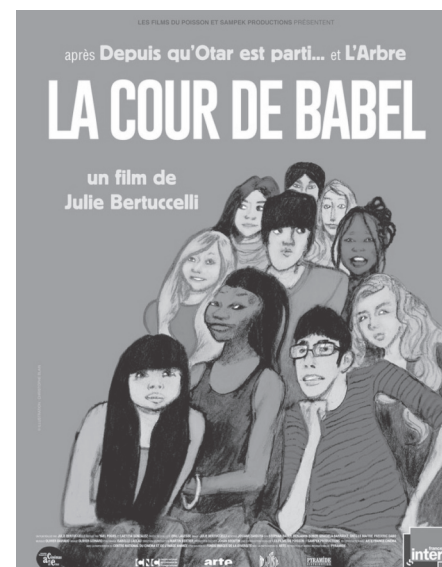
Julie Bertuccelli est une cinéaste de fiction. Elle est aussi documentariste depuis quinze ans. *«J'étais jurée dans un festival de films scolaires. Brigitte Cervoni et sa classe y participaient. Des adolescents venus des quatre coins du monde sont arrivés avec leurs visages,*

*leurs accents et une énergie hors du commun. J'ai eu très envie d'aller voir comment ça se passait dans une classe d'accueil...»* J.B. Elle décide de faire oublier sa présence aux adolescents, ne les filmant qu'à l'intérieur du collège, dans leur classe, dans la cour de récréation.

On n'apprendra rien d'un élève en son absence, aucune conversation entre adultes seuls ne sera filmée, la caméra ne s'éloignera jamais des visages et des effets qu'ont sur eux les mots, les leurs et ceux des autres. Elle est visiblement conquise par ces charmants (et beaux) adolescents ce qui nous vaut de très belles scènes, qui sont comme des scènes de vacance où n'apparaissent que les sourires, ou quelques moments dramatiques, mais jamais le train-train journalier.

Souvent, c'est la comédie : Djenabou vient de Guinée. Son meilleur ami, c'est Dieu. *«Je m'entends bien avec Lui.»* Avec Youssef, qui a apporté son Coran, et Naminata, sa Bible, ils discutent, argumentent. *«Pourquoi il y a beaucoup de religions dans le monde ?»*, demande l'un. *«Et Adam et Eve ? Ils étaient blancs ou noirs ?»*, demande un autre, avant de répondre : *«Il n'y a que Dieu qui sache.»* *«Mais on ne sait même pas si Dieu existe»*, conclut Djenabou. Parfois, c'est le drame : on apprend que telle jeune fille n'a pas intérêt à faire de «bêtises», car si elle retourne au pays, elle sera excisée.

Moins réussies sont, par contre, les scènes collectives en raison des choix esthétiques de la cinéaste. La classe affronte les examens d'état. Nous verrons seulement l'entrée (avec l'angoisse) et la sortie (avec la joie). Il aurait été intéressant de confronter la méthode Cervoni avec l'optique des censeurs officiels. Il semble que le résultat soit positif, mais c'est tout ce que nous en saurons. La classe a réalisé un petit film, qui remporte un prix dans un festival. Nous n'aurons assisté à aucune scène de tournage, nous n'en verrons aucune extrait.



En conclusion, Julie Bertuccelli signe un charmant kaléidoscope en filmant ces fascinants adolescents aux prises avec des problèmes personnels, familiaux et religieux qui parfois les séparent, mais, le plus souvent, s'effacent derrière le désir de maîtriser une même langue et le sentiment d'appartenance à une même communauté.

On aimerait pourtant suivre quelques uns de ces destins. En un mot, on voudrait voir comment fonctionne cette merveilleuse machine Cervoni. On se dit que l'image de cette « Cour de Babel » est un brin utopiste, que ce collège semble un cocon, loin de la réalité sociale des quartiers difficiles. C'est son principal défaut. La réalité est toujours complexe. Les échecs sont inévitables. Ils sont précieux, à condition d'oser les regarder. Eux seuls peuvent servir de base à une réflexion afin de mieux adapter l'effort.

C'est uniquement comme ça qu'on peut bâtir des lendemains qui chantent. ■





suite de la page 16, "50 ans d'immigration marocaine en Belgique"

Ils habitaient près des gares pour faciliter la mobilité vers leur travail en Wallonie ou en Flandre. Ils vivaient très modestement, parfois à 4 ou 5 dans deux pièces en enfilade. Ils faisaient souvent des journées de travail 3x8 et leur logement leur servait surtout de dortoir. Si je leur ai apporté de l'aide, disons « logistique », eux m'ont apporté bien plus : l'affection et le soutien d'une famille qui me manquaient souvent. Cette génération, a connu le voyage vers l'inconnu, la souffrance du déracinement, la dureté des conditions de logement et de travail, mais aussi l'espoir d'une vie meilleure en Europe. Certains d'entre eux, par la dureté de leur besogne et par l'insouciance inadmissible des patrons et des autorités qui permettaient ces conditions de travail indignes, ne sont plus de ce monde et n'ont donc même pas profité de leur retraite ou de la jolie

maison qu'ils ont construite au bled. Ils sont retournés au pays d'origine dans une boîte en bois. Pensées affectueuses et émues pour eux. Ils méritent tous les hommages et tout notre respect.

C'est en regard de leur souvenir que j'ai essayé dans mon combat social et politique, de faire en sorte que leurs enfants puissent, eux, avoir de conditions meilleures pour vivre dans ce pays. Pourtant hélas, force est de constater que si cette première génération n'a pas souffert du chômage, la 2ème et la 3ème génération en souffrent en permanence et sont en plus victimes des discriminations inacceptables, à l'école et dans l'emploi. Aujourd'hui nous pouvons commémorer dignement ce cinquantenaire de l'immigration marocaine, qui reste, au-delà de chiffres froids, une histoire profondément humaine et qui nous invite à persévérer dans le combat contre les discriminations, le racisme et une vie meilleure pour tous.



Raison de plus pour que cette population immigrée, toutes générations confondues, ne fasse qu'une seule force avec les travailleurs du pays dans la lutte pour un monde plus juste. Combat qui, lui, reste entier ! ■

\* Députée régionale bruxelloise et ancienne sénatrice.

suite de la page 11, "Les tâcherons du travail détaché"

minimum belge à son travailleur et qu'il est assuré socialement en France. Mais certaines entreprises ouvrent une simple entreprise « boîte aux lettres » dans un Etat où la protection sociale est moins chère, où les salaires sont moins élevés. Cette entreprise peut donc envoyer en France ou en Belgique des travailleurs payés aux conditions roumaines ou polonaises. Et certaines transforment même leurs travailleurs français ou belges en travailleurs soumis à la législation roumaine ou polonaise !

### Le mythe du plombier polonais

Selon les données officielles de la Sécurité sociale belge, beaucoup de travailleurs détachés travaillent pour un employeur établi dans des pays limitrophes (les Pays-Bas, l'Allemagne, la France et le Luxembourg) et aussi en Pologne, en Roumanie... Même s'il est très difficile de savoir si un travailleur roumain est bien assujéti à la sécurité sociale de son pays et si les données indiquent le pays de l'entreprise et non la nationalité du travailleur, le problème du travail détaché n'est pas un problème entre les pays de la vieille Europe et les nouveaux pays de

l'est de l'Europe. Le travail détaché et ses abus ont explosé après la crise financière et économique de 2008. C'est donc bien un rapport de forces Capital/Travail qui s'y joue. D'ailleurs, la plupart des fédérations patronales ne réclament pas la fin du travail détaché mais l'abaissement généralisé du coût du travail... Et malgré les déclarations d'intention de la Commission européenne pour lutter contre ce « dumping social », c'est bien l'esprit néolibéral du « tout au marché » qui domine encore. C'est donc bien l'enjeu de l'Europe sociale qui, ici, se noue. Et cet enjeu doit être débattu publiquement\*. ■

\*Le Monde diplomatique de ce mois d'avril consacre 2 pages au travail détaché qui montrent combien nos représentants politiques ont le goût du secret.

## LEF : Une écologie de gauche et non communautaire désormais bilingue !

**Links  
Ecologisch  
Forum (LEF)**

**Radicaal Groen Linkse  
Partijoverstijgende  
Beweging**



**Forum  
Gauche  
Ecologie (FGE)**

**Mouvement radical  
Rouge et Vert  
au-delà des Partis**

Contact Michel Vanhoorne . tel.09 222 40 33 . [www.lef-online.be](http://www.lef-online.be)



# La faucille et le pinceau de Roger Somville

Paul Marcus

Oui, Roger Somville était membre du Parti Communiste. Pour beaucoup, cela voulait dire qu'il détenait une carte de membre, et rien de plus. Je me corrige donc, Roger était militant de notre Parti. Il était communiste à temps plein : quand il était, brosse en mains, en train de réfléchir au sujet qu'il allait projeter sur la toile ou quand il discutait avec ses étudiants ou avec des amateurs d'art. Il l'était surtout lorsqu'il polémiquait avec ses contradicteurs et ses adversaires. Certains pourront croire que je décris une espèce de machine froide de militantisme. Mais, ne l'ayant pas côtoyé, ils se trompent

Car Roger était d'abord et avant tout un être humain. Il était membre du PC, il pensait comme communiste, mais il était surtout Roger Somville. Je me souviens maintenant de la première fois où j'ai vu et entendu Roger. J'étais jeune communiste et l'on m'avait entraîné, un peu malgré moi, à une conférence du Cercle d'Education Populaire. Moi, dans une conférence, alors que durant mes études je faisais tout pour éviter de vivre ce genre de supplices. La conférence avec comme sujet la peinture des muralistes mexicains. Ce fut pour moi une expérience incroyable ; deux heures où je suis resté scotché sur ma banquette en train de « me promener » au Mexique, rencontrant ses traditions, ses luttes, ses peintres militants tels David Siqueiros, Diego Rivera, si proches dans la vie, dans le militantisme et dans l'art avec Roger.



Ce fut, pour moi, un de ces moments incroyables de ma vie de jeune militant. C'était il y a près de 45 ans, et je m'en souviens toujours. Car, cette conférence de Roger Somville m'a renforcé dans mes convictions militantes. Et elle m'a surtout convaincu de la nécessité de me cultiver, de prendre l'habitude de lire.

Je vous raconte ceci pour vous dire combien notre ami Roger marquait les esprits. Son attitude de communiste, c'était d'abord toucher et convaincre.

Convaincre sur beaucoup et sur tout. Convaincre sur son art et convaincre par son art. Un des thèmes permanent dans sa production artistique était celui de la paix. Avec son décès, nous perdons certes un militant communiste mais nous perdons aussi un grand pacifiste ; de toute façon, l'un ne va pas sans l'autre...

C'est ainsi qu'il a été de tous les combats pacifistes de la seconde moitié du XXe siècle et du début de ce siècle.

Son choix d'engagement en tant qu'artiste, mais surtout en tant qu'artiste militant pour la paix, mérite le respect. Je mets en avant cet engagement de Roger car, en ce domaine, il ne lui a jamais fallu attendre des directives pour faire ses choix, pour prendre des décisions, pour se lancer dans la bataille.

Roger n'a jamais eu peur du débat, de la confrontation. Là aussi, au travers de sa production écrite, il nous a montré combien il était attaché à la défense de ses convictions politiques et artistiques. Et, souvent, les deux éléments étaient associés. En regardant mes bouquins, je suis tombé sur son ouvrage "Hop là ! les pompiers les revoilà" : c'est un de ses fameux livres que j'ai acheté pour assouvir cette nécessité de lire à laquelle Roger m'avait poussé. Il y a aussi ce remarquable livre pondu pour rentrer dans le XXI siècle: "Peindre"(1). Un ouvrage qui rend hommage à la passion des hommes et des femmes pour rendre le monde plus vivable. Un ouvrage où, de manière prémonitoire, Roger polémiquait avec Luc Ferry, bien avant que celui-ci ne devienne ministre de Sarkozy.



Puisqu'il était pacifiste et qu'il aimait se donner à sa cause, il me semble inutile de vous dire qu'il aimait la vie. Et aimer la vie se traduisait pour Roger dans la place que prenait la femme dans son œuvre. Pour lui la phrase d'Aragon "la femme est l'avenir de l'homme" prenait tout son sens et s'accomplissait tout le long de son parcours pictural. La femme et l'amour y ont occupé un vaste espace.

Roger Somville aimait la vie, la paix, l'amour, Il aimait l'humanité. C'est pour cela qu'il s'était engagé dans la lutte politique. Pour que la société des hommes soit plus humaine et la justice plus juste.

Mais il s'est aussi engagé en politique pour qu'il y ait plus de place pour l'art dans notre société. Ainsi il s'est battu presque toute sa vie pour le projet Masereel qui visait à attribuer 1 % des budgets de construction réservés à l'art et il semblerait que ce projet soit en passe d'aboutir. Toutefois je ne pense pas que Roger bondira dans son cercueil en l'apprenant, car "il y a encore tant de choses à réaliser", me dirait-il. Eh oui, Roger, comme tous tes camarades tu avais encore un vaste programme à réaliser, et sur le plan politique et sur le plan artistique. C'est cela être communiste, ne pas être en manque de projets, rester optimiste face à la vie. Et Roger, un communiste, il en était un., Camarade Roger Somville, présent !■

\* Paroles prononcées lors des obsèques de Roger Somville

(1) Roger Somville, « Peindre » Editions Luce Wilquin, Hannut 1998.



## Soutenir **Le Drapeau Rouge** !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultralibérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

**Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.**

**Pour ce faire, vous avez le choix :**

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 11 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous les cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage!



**N'oubliez pas que  
ce n'est que grâce à ses lecteurs  
que le presse militante survit!**

## Sommaire

### L'INVITÉ DU DR

**Candidat communiste au parlement  
bruxellois**

Roland Nyns p.2-4

### ÉLECTIONS 2014

**Les raisons de mon engagement**

Stéphane Mansy p.5

### ÉLECTIONS 2014

**Bruxelles-Charleroi-Liège**

p.6-9

### SOCIAL

**Non-marchand, no-man's land?**

**Les tâcherons du travail détaché**

Thierry Verhoeven p.10-11

### ÉLECTIONS 2014

**Aux européennes, un regard jeune et  
combatif.**

François D'Agostino p.12-13

### INTERNATIONAL

**Ukraine**

p.14

### REGARDS

**Chroniques du temps qui passe**

Vladimir Caller p. 15

### TEMOIGNAGE

**Cinquante ans d'immigration marocaine  
en Belgique !**

Sfia Bouarfa p.16

### CINÉMA

**"La cour des miracles"**

Robert Waeles p.17

### IN MEMORIAM

**"La faucille et le pinceau de Roger  
Somville"**

Paul Marcus p.19

## Où trouver le DR?

**La Louvière :** Club Achille Chavée, 34 rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entretiens (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24, rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Wavre :** Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

**Bruxelles :** Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • **Filigrane**, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • **Librairie Candide**, Place Brugmann, 1050 Ixelles • **Librairie Aden**, 44 rue Bréart, 1060 Saint-Gilles •

## Journal du Parti Communiste



**Editeur responsable :** Claude Coussement  
**Rédacteur en chef :** Vladimir Caller

### Nous contacter?

**dr@particommuniste.be**

**Adresse :** 4, Rouppe • 1000 Bruxelles  
**tél :** 0494 35 39 34 • 02 537 66 81

Abonnement 11 numéros : 15 € • à l'étranger : 23 €  
Abonnement de soutien : 25 €  
Abonnement de grand soutien : 50 €  
Chômeurs, étudiants : 8 €

**Nouveau Compte en banque :**  
**IBAN BE 89 000-4118511-85**

**ATTENTION ! Veuillez indiquer votre adresse sur le  
bulletin de virement en communication. Merci !**